

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
12 novembre 2015
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 12^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 15 octobre 2015, à 15 heures

Président : M. Carrillo Gómez (Vice-Président) (Paraguay)**Sommaire**Point 22 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (*suite*)

- a) Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance (*suite*)
- b) Science et technique au service du développement (*suite*)
- c) Culture et développement durable (*suite*)
- d) Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-17916X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Logar (Slovénie), M. Carrillo Gómez (Paraguay), Vice-Président, préside la séance.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 22 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (suite)

- a) Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance (suite) (A/70/326)**
- b) Science et technique au service du développement (suite) (A/70/276)**
- c) Culture et développement durable (suite)**
- d) Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire (suite) (A/70/227)**

1. **M. González Flores** (Paraguay) dit que les travaux de la Deuxième Commission doivent continuer d'encourager le dialogue et la coopération entre les nations. Le respect de la diversité, le multilinguisme, la tolérance et la justice sont essentiels à l'instauration d'une culture de paix. La délégation paraguayenne soutient donc la protection des savoirs traditionnels et la lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Elle est également favorable à une conception multidimensionnelle du développement accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement enclavés. Il est nécessaire, pour éliminer la pauvreté, de réduire le fossé technologique entre les nations dans le cadre du Mécanisme de facilitation des technologies du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030. Le Paraguay, qui est un pays en développement enclavé, doit privilégier la science et la technologie pour améliorer les transports, construire des infrastructures, stimuler les échanges et promouvoir la transformation économique en coopération avec les pays de transit et d'autres partenaires de développement.

2. **M. Poudel Chhetri** (Népal) dit que, si la mondialisation crée à la fois des possibilités et des défis, les pays les moins avancés et les pays en développement enclavés se trouvent dans une situation plus vulnérable, car la mondialisation intensifie la concurrence. Bien que les Nations Unies déploient des efforts louables pour assurer une répartition plus équitable des coûts et des avantages de la mondialisation, il reste beaucoup à faire. La 13^e

session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a mis l'accent sur la contribution de la mondialisation à une croissance partagée et durable et au développement. Le Népal accorde une grande importance à la poursuite efficace et rapide d'initiatives comme le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, afin d'assurer le succès du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba. La délégation népalaise attend également avec intérêt la 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la conclusion d'un accord contraignant sur la base du principe des responsabilités communes, mais différenciées.

3. Les migrations et autres formes de mondialisation jouent un rôle de plus en plus important en fournissant les ressources humaines nécessaires pour assurer le progrès et la prospérité dans les pays développés, tandis que les pays dont ces travailleurs sont originaires en assument les coûts sociaux et culturels et continuent de ne pas avoir de ressources suffisantes pour soutenir leur propre développement. Les droits fondamentaux de ces travailleurs migrants doivent être protégés; le Népal soutient donc les initiatives prises pour définir les rôles et les attributions des pays d'origine, de transit et d'accueil. Le Népal participe aussi activement aux activités de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique économique multisectorielle, qui s'emploient à améliorer la connectivité et à approfondir l'intégration économique.

4. Il importe de systématiquement mettre à niveau les technologies de l'information et des communications (TIC), qui ont changé la donne du développement et facilitent la mondialisation, pour pouvoir les utiliser avec profit dans la lutte contre la cybercriminalité et contre les réseaux internationaux et transfrontières de la criminalité organisée. En aidant à réduire la pauvreté et à combler le fossé numérique, les TIC peuvent également démarginaliser des milliards de personnes.

5. Les mesures spéciales d'appui et de facilitation dans le contexte de la mondialisation comprennent : l'établissement d'une banque des technologies pour les pays les moins avancés; des mécanismes renforcés de

facilitation des échanges; une augmentation des investissements; la justice financière pour le travail à l'étranger; et la tenue des engagements au titre de l'aide publique au développement (APD). Il importe que les fruits de la mondialisation soient équitablement répartis, notamment par le biais d'instances internationales comme les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La mondialisation doit déboucher sur une coopération avantageuse et des partenariats redynamisés pour tous les pays, ainsi qu'envisagés dans le Programme 2030.

6. **M. Rattray** (Jamaïque), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que la mondialisation doit devenir une force motrice pour les habitants du monde entier. Les systèmes mondiaux peuvent être source de prospérité, mais les avantages et les coûts sont inégalement partagés et les profils de développement ne peuvent souvent pas être maintenus. Les crises et les évolutions mondiales actuelles menacent de priver les générations futures d'un avenir viable. Des problèmes comme les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ces derniers, les crises mondiales des prix alimentaires et de l'énergie, les crises économiques et financières et les changements climatiques ont un impact sur la mise en œuvre du Programme 2030. Les problèmes de développement auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement des Caraïbes sont exacerbés par la mondialisation actuelle, et se caractérisent par un ralentissement de la croissance économique, le chômage, la pauvreté, les inégalités et l'impossibilité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines des soins de santé; de l'égalité des sexes; de la protection de l'environnement; de la vulnérabilité face aux risques naturels; et des risques associés aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer. Ces États sont, en outre, confrontés à une pénurie de ressources pouvant être investies, à des capacités budgétaires limitées; à un accès de plus en plus réduit aux investissements étrangers directs et à l'aide publique au développement (APD); et, dans certains cas, à des niveaux d'endettement public non viables qui compromettent la fourniture des services sociaux.

7. Les États membres du CARICOM ont demandé, et obtenu dans une certaine mesure, que leurs préoccupations soient prises en compte dans le Programme pour le développement durable à l'horizon

2030. Il importe, pour assurer la croissance, d'harmoniser les cadres budgétaires et monétaires et de mener des réformes structurelles pour stimuler l'investissement et l'emploi tout en améliorant les infrastructures et la transparence. La réalisation des nouveaux objectifs de développement durable et de leurs cibles passe par la formulation de stratégies de développement durable détaillées, appuyées par un contexte international propice à une intégration des politiques permettant de réduire le plus possible leurs aspects contradictoires.

8. La mise en place du Mécanisme de facilitation des technologies est l'une des principales dispositions du Programme d'action d'Addis-Abeba. Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable doit promouvoir la responsabilisation, encourager la coopération internationale et favoriser l'échange des meilleures pratiques tout en collaborant avec l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et d'autres organes pertinents des Nations Unies. Un partenariat mondial redynamisé est nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable et de ses cibles et à la mobilisation d'un appui à la mise en place d'un cadre propice à un développement basé sur les principes de la solidarité, de l'égalité, de l'adhésion des pays, de l'autodétermination, du respect mutuel et de la responsabilité mondiale.

9. **M. Meza-Cuadra** (Pérou), s'exprimant au nom du Groupe des Amis de la culture et du développement, dit que le Groupe se félicite de l'adoption du Programme 2030, et note que toutes les cultures et civilisations peuvent contribuer au développement durable et en être des agents essentiels. La résolution 68/223 de l'Assemblée générale met en relief ce rôle important de la culture, notamment sa contribution aux dimensions économiques, sociales et culturelles du développement durable. Le Groupe se félicite en particulier de l'inclusion dans le programme de plusieurs cibles qui montrent que la culture touche à tous les aspects de la vie et rappelle que la communauté internationale insiste sur la contribution de la culture aux objectifs de développement nationaux ainsi qu'aux objectifs de développement convenus à l'échelon international. À cet égard, le Groupe s'emploiera à poursuivre l'intégration de la culture dans les trois dimensions du développement durable. Il attend avec intérêt une résolution de l'Assemblée générale portant sur le suivi de la mise en œuvre de ces cibles et la réalisation d'un examen thématique des

progrès, qui doit être considéré par toutes les parties pertinentes du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

10. Le Groupe demande à la Commission de poursuivre les efforts déployés au titre de la question subsidiaire sur la culture et le développement durable à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, pour l'inscrire dans le droit fil du Programme 2030, et de suivre et d'appuyer sa mise en œuvre par des mesures concrètes. Le Groupe attend notamment avec intérêt d'examiner les progrès accomplis en direction des cibles associées aux objectifs de développement durable interconnectés suivants : cible 11.4 pour le renforcement des efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial; cibles 8.3 et 8.9 pour la promotion de politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives; cible 12.b pour la mise au point et l'utilisation d'outils de contrôle de l'impact sur le développement durable d'un tourisme durable; cible 4.7 pour faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable; et cible 2.5 pour favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ses avantages, ainsi que cela été décidé à l'échelle internationale.

11. Le Groupe attend avec intérêt l'élaboration d'un cadre mondial d'indicateurs sous les auspices du groupe d'experts des Nations unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, qui doit être approuvé par la Commission de statistique de l'ONU d'ici à mars 2016, puis être adopté par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

12. **M. Shava** (Zimbabwe) dit que les pays en développement continuent d'être marginalisés et restent confrontés à une pauvreté, une inégalité et une dégradation de l'environnement grandissantes. Les avantages de la mondialisation doivent être partagés équitablement entre tous les pays et doivent aider les populations des pays en développement à sortir de la pauvreté et à améliorer leur niveau de vie. Il est essentiel que ces pays bénéficient de la coopération internationale pour les aider à faire face aux changements engendrés par la mondialisation. Il importe qu'ils puissent mieux faire entendre leur voix et qu'ils soient mieux représentés dans les instances économiques et de normalisation internationales et

qu'ils y participent dans une plus large mesure. Les Nations Unies doivent donc plaider en faveur de la réforme et de la démocratisation de l'architecture financière et commerciale internationale, en particulier des institutions de Bretton Woods et de l'OMC, qui s'imposent d'urgence.

13. La délégation zimbabwéenne est très préoccupée par le fait que les pays en développement voient leur marge de manœuvre diminuer par suite de la mondialisation, et insiste sur l'importance de veiller à ce que ces pays soient en mesure d'appliquer des politiques fondées sur les conditions sociales, politiques, économiques et environnementales uniques qui les caractérisent. Ils ne devraient pas être forcés d'abandonner des politiques et des programmes intérieurs qui assurent des services sociaux essentiels à leurs populations, ni d'adopter des modèles de développement idéologiques qui n'ont pas fait leurs preuves. La pauvreté et les inégalités ont été amplifiées par les programmes d'ajustement structurel prescrit par les institutions de Bretton Woods, qui étaient exclusivement axés sur la réduction des dépenses et le libéralisme économique.

14. La science et la technologie contribuent fondamentalement au développement durable, comme l'a montré la Conférence des Nations unies sur le développement durable, et la délégation zimbabwéenne espère que le Mécanisme de facilitation des technologies appuiera le développement, le transfert et la diffusion des technologies au profit des pays en développement dans le contexte du Programme 2030. Le Zimbabwe est déterminé à promouvoir une économie tirée par la science et la technologie pour faire face aux pressants problèmes de développement. À cette fin, il met actuellement en œuvre une nouvelle politique de promotion de l'enseignement de la science, de la technologie et des mathématiques dans les cycles d'enseignement primaire et secondaire. Cette politique permettra, à terme, de former des personnes extrêmement qualifiées pouvant répondre aux besoins du pays dans des domaines spécialisés. En même temps, les pays développés doivent promouvoir un environnement porteur dans les pays en développement, et les partenaires de développement doivent accroître leur appui financier et technique, notamment la coopération avec les institutions scientifiques et universitaires des pays en développement, pour apporter des solutions novatrices aux problèmes de développements locaux.

15. M. Shava réaffirme que la culture est à la fois un moteur et un facilitateur du développement durable et fait valoir que les arts et la culture au Zimbabwe créent des emplois, donnent accès à des devises et contribuent ainsi largement au développement socioéconomique du pays. Le Gouvernement et le secteur des entreprises ont également forgé un partenariat judicieux dans le but d'accroître le financement du secteur culturel. La culture nationale étant menacée par l'urbanisation, la mondialisation et l'acculturation, la délégation zimbabwéenne souligne que l'aide internationale au développement doit prendre en compte le contexte culturel et les caractéristiques de chaque pays.

16. **M^{me} Premchit** (Thaïlande) dit que, au cours des dernières décennies, les pays à revenu intermédiaire ont connu une expansion économique relativement soutenue qui a contribué au recul de la pauvreté dans le monde. Toutefois, des inégalités persistent et il est difficile, pour beaucoup de pays en développement, d'éviter la trappe du revenu intermédiaire et d'assurer une croissance durable à long terme. Le Gouvernement thaïlandais considère qu'il est important de renforcer la position des économies locales et de les relier aux marchés régionaux et mondiaux dans le but de construire des économies nationales compétitives et solides. Il s'est efforcé d'ajouter de la valeur à la production locale en aidant les villageois à exploiter leurs compétences et leur artisanat. Les institutions de financement spécialisées ont également aidé les petites et moyennes entreprises locales et les entrepreneurs, en particulier les femmes et les jeunes, à obtenir des financements jusque-là inaccessibles.

17. Le Gouvernement thaïlandais a l'intention de mettre en place des zones économiques spéciales aux frontières avec le Cambodge, la Malaisie, Myanmar et la République démocratique populaire lao. Ces zones seront reliées aux sites de production de ces pays afin de combler les écarts de développement entre la Thaïlande et ses voisins tout en renforçant les chaînes d'approvisionnement dans le contexte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en particulier la Communauté économique ASEAN. L'Agence thaïlandaise de coopération internationale a, de même, fait bénéficier d'une aide financière et de compétences techniques d'autres pays en développement dans des domaines tels que l'aquaculture et l'agriculture durables; l'industrie manufacturière et automobile; les soins de santé; et l'éducation.

18. Ce n'est que lorsque les collectivités ont des contacts au-delà des marchés locaux que la mondialisation peut être mise au service d'un développement durable. La coopération internationale dans le domaine de la connectivité par le biais d'infrastructures matérielles et immatérielles réduira le coût et accroîtra la rapidité des liaisons entre les producteurs et les marchés régionaux et mondiaux. La Thaïlande soutient donc le Plan directeur sur la connectivité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Des politiques axées sur les échanges et les financements internationaux, notamment un système commercial multilatéral universel fondé sur l'application de règles, des systèmes financiers transparents et la libéralisation des échanges régionaux auront aussi pour effet de promouvoir l'intégration internationale. L'essentiel est de renforcer les économies nationales pour qu'elles puissent s'ajuster aux hauts et aux bas de l'économie mondiale.

19. **M. Velásquez** (Honduras) dit que chaque pays est fondamentalement responsable de son propre développement économique et social et que le nouveau Programme 2030 fournit les moyens nécessaires à la poursuite des objectifs de développement durable et des cibles dont il a été convenu. Ces moyens comprennent des ressources financières, le renforcement des capacités et le transfert de technologies. La coopération internationale dans les domaines de la science, de la recherche, de la technologie et de l'innovation devrait être intensifiée, notamment dans le cadre de partenariats public-privé et de partenariats réunissant diverses parties prenantes, sur la base d'intérêts communs et d'avantages mutuels. Le Mécanisme de facilitation des technologies contribuera également de manière déterminante à l'obtention de résultats concrets dans les domaines couverts par le Programme 2030.

20. En tant que pays à revenu intermédiaire, le Honduras ne reçoit pas d'APD sur une base prioritaire. Il importe toutefois de répondre d'urgence aux besoins de développement propres aux pays à revenu intermédiaire pour assurer une transformation socioéconomique positive. Il importe de même de formuler une stratégie de coopération différenciée pour les pays à revenu intermédiaire. Cette stratégie ne doit pas être la résultante d'une équation à somme nulle, sur la base de laquelle des ressources sont retirées à certains pays pour être affectées à d'autres. Le but est, au contraire, d'honorer l'obligation morale et éthique

de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, sans faire preuve de discrimination sur la base d'indicateurs numériques ou de catégories sans rapport avec les réalités humaines.

21. Il est nécessaire de renforcer les capacités pour constituer un secteur culturel dynamique et créatif qui contribue au développement durable, en particulier en encourageant l'innovation et l'entrepreneuriat; en facilitant l'accès aux marchés intérieurs et internationaux; en appuyant le développement d'organisations et d'industries culturelles; en assurant une formation technique et professionnelle et en offrant des possibilités d'emploi. Les États membres doivent soutenir la formation de marchés locaux de biens et de services culturels et élargir l'accès aux marchés internationaux. La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est un instrument qui revêt de l'importance pour la réalisation de ses objectifs, et les pays qui ne l'ont pas encore ratifié devraient le faire.

22. **M^{me} Ibrahimova** (Azerbaïdjan) dit que le progrès technologique est une force motrice de la croissance économique, de la participation des citoyens et de la création d'emplois. L'accès à l'Internet et aux TIC est donc nécessaire à la satisfaction des besoins des populations, des Gouvernements et des entreprises. L'impact des TIC a fait de la connectivité un problème de développement. Cela étant, l'accès aux bandes passantes des réseaux mobiles et fixes reste extrêmement coûteux dans les pays dans lesquels l'insuffisance des infrastructures technologiques et les goulots d'étranglement réglementaires entravent encore l'expansion de ces bandes. L'Azerbaïdjan a lancé des initiatives novatrices dans les domaines des technologies de l'information, des transports et de l'énergie et a une bonne connectivité transfrontière ainsi qu'un secteur des TIC très développé qui a aidé les pays enclavés d'Eurasie à accroître leur potentiel de développement et à combler le fossé numérique.

23. En sa qualité de membre du Groupe des amis de l'Alliance des civilisations, l'Azerbaïdjan contribue au développement durable en encourageant un dialogue entre différentes religions et cultures. Parce qu'il est situé à l'intersection de l'Est et de l'Ouest et qu'il partage les valeurs des deux civilisations, l'Azerbaïdjan est une passerelle géographique et culturelle. Il a organisé des événements de premier plan réunissant des chefs de file politiques, culturels et religieux de la région et au-delà, notamment trois

tribunes mondiales sur le dialogue interculturel. Il a également été l'hôte des premiers Jeux européens à Bakou et se tient prêt à accueillir les Jeux de la solidarité islamique en 2017. L'Azerbaïdjan a toujours été un lieu de tolérance religieuse, où tous les groupes ethniques et religieux vivent ensemble, comme les membres d'une même famille. Sa contribution à la paix a toutefois été entravée par l'occupation actuelle de son territoire par l'Arménie, qui continue de violer les principes et les normes du droit international et les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

24. **M^{me} Castro Mazariegos** (Guatemala) dit qu'il incombe au Secrétariat de diriger le processus d'évaluation interne des Nations Unies, suivant le principe de l'intégration de toutes les parties du système, ce qui implique de ne plus travailler de manière cloisonnée. L'objectif doit être d'assouplir le système pour lui permettre de mieux relever les défis du Programme 2030. Les Nations Unies doivent également être l'instance au sein de laquelle les règles mondiales sont établies, par exemple dans le domaine économique où un cadre juridique multilatéral est nécessaire pour la restructuration de la dette. Les questions du blanchiment des capitaux, de l'évasion fiscale et des paradis fiscaux doivent également être traitées par les Nations Unies, notamment ses institutions spécialisées et les commissions économiques régionales.

25. Dans un monde interconnecté, les problèmes qui se posent dans un pays peuvent se propager à d'autres, par exemple lorsqu'un conflit, une catastrophe ou le manque de débouchés entraîne des migrations. Il importe que la Deuxième Commission mène les débats sur la coopération pour le développement dans les pays à revenu intermédiaire, qui comptent environ 70 % des personnes vivant dans la pauvreté et qui se caractérisent par de fortes inégalités.

26. Pour ne laisser personne pour compte, il faut donner la priorité aux pays les moins avancés. Les pays à revenu intermédiaire ont toutefois des problèmes particuliers qui méritent de bénéficier de la coopération et de la solidarité. Par exemple, ils ont besoin d'une plus importante assistance technique pour renforcer leurs institutions et répondre aux attentes de leurs citoyens qui aspirent à la prospérité. La coopération et la solidarité Sud-Sud dans le domaine des nouvelles technologies de production pourraient également appuyer les efforts nationaux.

27. **M. Biya** (Cameroun) dit que la science, la technologie et l'innovation sont des éléments essentiels du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, et qu'elles jouent aussi un rôle fondamental dans des domaines comme la santé, l'éducation, l'énergie, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ces changements. La délégation camerounaise recommande donc une mise en œuvre rapide du Mécanisme de facilitation des technologies et la fourniture d'un appui plus important aux pays en développement pendant qu'ils s'efforcent d'atteindre les objectifs de développement durable. Ces pays pourront ainsi mieux tirer parti des progrès scientifiques et technologiques et, par conséquent, accroître leurs moyens de production et leurs capacités d'innovation qui sont indispensables à l'élimination de la pauvreté.

28. Il est largement admis que la méthode actuelle de classification des pays en fonction du revenu national brut par habitant (RNB) permet de moins en moins de prendre en compte l'ampleur de la pauvreté dans les pays qui ont besoin d'aide. La délégation camerounaise soutient donc l'analyse présentée au paragraphe 57 du rapport du Secrétaire général sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire (A/70/227), qui préconise une classification des pays plus nuancée. Les critères de classification pourraient inclure d'autres paramètres sans faire totalement abstraction du niveau de développement économique réel de chaque État. Il importe toutefois que ces initiatives donnent la priorité aux pays à revenu intermédiaire les plus pauvres. Le fait que le rapport du Secrétaire général fasse référence à la classification utilisée par la Banque mondiale montre que les Nations Unies n'ont pas accordé aux pays à revenu intermédiaire l'attention qu'ils méritent.

29. Les pays à revenu intermédiaire d'Afrique subsaharienne continuent de se heurter à de multiples défis socioéconomiques et environnementaux qui sont intensifiés par les crises mondiales. Ils doivent donc continuer d'occuper une place prépondérante dans le programme de travail de la Commission. Le tissu économique et social de certains de ces pays est fragile et, si rien n'est fait, ces derniers pourraient retomber dans la catégorie des pays à faible revenu.

30. La communauté internationale doit donc apporter aux pays à revenu intermédiaire une masse critique de ressources adéquates, stables et prévisibles, et adapter ses stratégies à leurs besoins particuliers. Si

l'agriculture, l'industrie et le commerce doivent jouer un rôle central dans la coopération avec les pays à revenu intermédiaire, il est aussi important de mettre en place des conditions propices à l'investissement étranger et à des politiques qui permettent de créer des emplois, en particulier pour les jeunes.

31. Enfin, M. Biya souligne l'importance accordée par le Gouvernement camerounais à la coopération Sud-Sud et au rôle essentiel que les agences, les fonds et les programmes peuvent jouer en vue de la renforcer.

32. **M^{re} Grech** (Observateur du Saint-Siège) se félicite du rapport du Secrétaire général sur le rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance, qui met l'accent sur les mesures politiques et institutionnelles particulières nécessaires pour s'assurer que les avantages de la mondialisation sont répartis de manière plus uniforme.

33. La mondialisation, comme toute autre activité humaine, peut avoir des effets positifs ou négatifs. Bien que ce phénomène ait contribué à sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté, il a également donné lieu à un creusement des inégalités à l'intérieur des pays et d'un pays à un autre. Dans sa récente allocution à l'Assemblée générale, le Pape François a condamné l'exclusion économique et sociale sur le plan moral en tant que négation totale de la fraternité humaine et soit égoïste et illimitée de pouvoir et de bien-être matériel. La mondialisation de la solidarité est par conséquent non seulement un impératif éthique, mais aussi une nécessité économique et politique. Lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Saint-Siège a donc attiré l'attention sur le problème de l'exclusion, en particulier dans les pays les moins avancés, où nombreux seront ceux qui perdront encore plus de terrain à moins que la communauté internationale ne les aide à trouver des solutions.

34. Les jeunes ont besoin d'emplois de toute urgence, et la recherche d'un travail et de meilleures perspectives économiques motivent la migration des travailleurs des pays pauvres vers le monde développé. Ces facteurs, conjugués aux conflits qui engendrent des déplacements massifs, devraient s'amplifier au cours des 15 prochaines années. Les Gouvernements devraient donc recourir aux instruments de la politique économique pour encourager le secteur privé à investir dans des activités créatrices d'emplois.

35. Les États et les organisations internationales doivent apporter une réponse systématique et concertée pour répondre aux questions complexes soulevées par l'immigration, qui ont malheureusement servi à masquer des crimes tels que la traite des personnes et le trafic de la drogue. Il importe toutefois de rappeler, au-delà de toute considération, que les migrants sont des êtres humains comme nous qui ont la même dignité et les mêmes droits que toute autre personne.

36. Pour répondre à la question très complexe de la mondialisation et de l'interdépendance, les Nations unies doivent revitaliser les partenariats mondiaux pour le développement, le maintien de la paix et la sécurité. À cet égard, l'Organisation doit renforcer le rôle qu'elle joue en tant qu'instance mondiale permettant aux plus pauvres de se faire entendre sur toutes les questions ayant trait à leur bien-être.

37. **M. Nour** (Organisation internationale pour les migrations) dit que la mobilité des populations humaines devient un catalyseur de transformations économiques et sociales. La migration est également une réalité à plusieurs dimensions et une question transversale. Elle bénéficiera donc de la recommandation visant à adopter une démarche stratégique cohérente pour intégrer les différents aspects du développement et, ainsi, créer des conditions favorables pour que les migrations contribuent au Programme pour le développement durable à l'horizon 2030.

38. L'inclusion des migrations dans le Programme 2030 permet de prendre en compte les liens entre les migrations et le développement et pourra faciliter la poursuite de migrations dans des conditions sûres, humaines et ordonnées. Elle pourra également donner lieu à la formulation de politiques détaillées et globales visant les causes profondes et les conséquences des migrations, non pas uniquement en réponse à des situations d'urgence, mais dans tous leurs aspects. Les migrations sont inévitables, et continueront d'être souhaitables tant qu'elles seront gérées de manière à développer leurs avantages au maximum et réduire leurs effets négatifs au minimum. Les pays ont également besoin de migrations pour satisfaire à leurs besoins en main-d'œuvre, acquérir de nouvelles connaissances, et assurer leur développement. Les envois de fonds sont un bon exemple en la matière, ainsi que le transfert des connaissances par l'intermédiaire des diasporas

39. M. Nour souligne, pour finir, que les partenariats sont importants et doivent être constitués sur la base des plates-formes existantes, notamment le Forum mondial sur la migration et le développement, le Groupe mondial sur la migration et les processus consultatifs régionaux sur la migration.

40. **M^{me} Simonyan** (Arménie), exerçant son droit de réponse, dit que la possibilité de participer à des délibérations ouvertes et constructives, en l'absence de politisation induite et de recherche de l'instance la plus accommodante, est un autre test important du pouvoir du multilatéralisme en cette période critique. Malheureusement, la délégation azerbaïdjanaise a échoué à ce test puisque son discours a pour objectif de promouvoir des desseins négatifs en formulant des accusations hors de propos, sans rapport avec la réalité sur le terrain. Ce faisant, elle a sciemment oublié de noter que la situation actuelle résulte directement d'une campagne de nettoyage ethnique et d'une guerre que le Gouvernement de l'Azerbaïdjan avait menées contre la population du Haut Karabakh. Elle a également omis de mentionner le fait que, par suite des massacres et des atrocités commanditées par l'État, des centaines de milliers d'Arméniens vivant en Azerbaïdjan soviétique avaient été obligés de quitter leur foyer et de chercher refuge. La déléguée fait totalement abstraction du fait que les dirigeants de son pays participent officiellement au processus de paix conduit sous les auspices des présidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, chargé par la communauté internationale de mener le processus de négociation et de concevoir une démarche globale en vue de la résolution du conflit.

41. M^{me} Simonyan rappelle à la déléguée de l'Azerbaïdjan qu'une participation constructive à un règlement négocié du conflit dans le cadre prescrit par la communauté internationale est une condition préalable à la paix, comme le soulignent tous les documents internationaux, notamment les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. En fait, la participation à un règlement négocié est une condition sine qua non de l'application de ces résolutions. À cet égard, elle renvoie la Commission à la dernière déclaration des médiateurs faite à New York le 26 septembre 2015, qui indique clairement la seule partie non disposée à participer de manière constructive du fait de son refus des propositions très importantes des médiateurs. Cette partie n'est pas l'Arménie.

42. Enfin, en ce qui concerne les délibérations concernant les questions de développement, notamment les questions humanitaires, la justice et les droits fondamentaux, la Commission a certainement connaissance de la situation affligeante qui règne en Azerbaïdjan, notamment en ce qui concerne les droits de la personne et la justice. M^{me} Simonyan demande instamment à la délégation de l'Azerbaïdjan de respecter les principes et les méthodes de travail de la Commission, et de porter uniquement son attention sur les points inscrits à l'ordre du jour.

43. **M^{me} Ibrahimova** (Azerbaïdjan), exerçant son droit de réponse, dit que, à l'évidence, la déclaration de la représentante de l'Arménie n'est qu'un autre exemple de déclaration mensongère. Elle témoigne également des efforts sans cesse déployés par l'Arménie pour créer une fausse impression de la réalité sur le terrain et détourner l'attention de la communauté internationale de la nécessité urgente de s'attaquer aux principaux problèmes causés par cet État. Des efforts aussi futiles sont toutefois aisément balayés lorsque la vérité est dite.

44. La délégation arménienne devrait commencer à participer aux efforts de développement dans la région et cesser de faire obstacle à la paix, qui est un moteur de la prospérité. Au lieu de critiquer et de tenir un discours sélectif, la délégation arménienne devrait, une fois pour toutes, respecter les Nations Unies en tant qu'instance ainsi que les résolutions adoptées aussi bien par le Conseil de sécurité que par l'Assemblée générale qui comportent des références particulières et demandent à l'Arménie de retirer ses forces des territoires azerbaïdjanais occupés et de cesser de commettre des crimes sur ses territoires.

La séance est levée à 16 h 30.